

Dernier tract du SEJS-UNSA : une panique qui en dit long

Ce lundi 28 avril, nous avons pris connaissance de la dernière communication du SEJS (syndicat de l'encadrement de la Jeunesse et des Sports) intitulée « *Alerte : non au scénario d'un retour des SDJES en préfecture* ».

Si nous souhaitons évoquer publiquement ce communiqué, c'est qu'il contient en son sein de très nombreux propos problématiques. Lors de sa première lecture, nous nous sommes demandé.es si les membres du SEJS étaient frappé.es du syndrome de Stockholm ou si tout simplement la cupidité pouvait en être la seule explication.

Dans ce communiqué, le SEJS pointe une Inspection Générale en cours depuis de nombreuses semaines qui vise à interroger la pertinence de maintenir Jeunesse et Sports au sein de l'Education Nationale pour préconiser un retour de notre administration sous la coupe des préfectures. Pour rappel, notre organisation syndicale souhaite quitter l'Education Nationale et demande à être entendue par cette IG. Car, contrairement au SEJS, nous ne pensons pas de manière binaire : « l'éduc c'est formidable, la préf c'est le trépas ».

Si nous nous opposons au transfert à l'Education Nationale en 2019 et que nous souhaitons plus que jamais quitter cette dernière en 2025, ce n'est pas dans une volonté de changer d'échafaud mais bien d'imposer une ambition concrète au service des politiques publiques d'éducation populaire et d'accès à la pratique sportive. Quitter l'Education Nationale, c'est s'affranchir d'un carcan administratif titanesque et irraisonné. Résumer le choix à se soumettre à la préfectorale n'apparaît pas digne du débat soulevé. Nous réaffirmons notre volonté de retrouver un ministère de plein exercice avec des moyens suffisants pour reconstruire un service public Jeunesse Education Populaire et Sport.

Nous faisons le choix de réagir car nous ne comprenons pas la prose du SEJS. En effet, il est indiqué « *le retour des SDJES sous l'autorité préfectorale pleine et entière [...] c'est la certitude de voir se dissoudre 80 ans d'action ministérielle Jeunesse et Sports* », or il est facile de répondre que cela est faux car c'était le cas il y a encore 4 ans. D'ailleurs, on cherche à comprendre pourquoi les DRAJES ne figurent aucunement dans ce document du SEJS. Là encore, nous invitons plutôt à réfléchir à une nouvelle articulation des services départementaux et régionaux pour porter une organisation satisfaisante pour l'ensemble des agents et de nos politiques publiques.

On ne va pas s'attarder sur l'onglet « réussites » du tract car rien ne relève du fait du rattachement à l'Education Nationale, absolument rien, hormis peut-être le recrutement d'effectifs liés au SNU. Mais on ne le répétera jamais assez, le SNU (politique d'endoctrinement de la jeunesse) n'a rien à faire au sein des services Jeunesse et Sports !

Revenons malgré tout sur trois points présentés comme positifs dans ce tract :

1. « un repeuplement significatif des effectifs » : lorsque l'on avance un tel argument, il serait bon de l'étayer et de le chiffrer. Ce n'est pas vrai, tout simplement. Le nombre de CTS est-il en hausse depuis le rattachement à l'Educ nat ? Non. Y a-t-il plus de PS ? Toujours pas. Et pour les CEPJ ? C'est malhonnête d'évoquer une hausse significative

sans regarder la qualité des missions, qui n'ont pas grand-chose à voir avec l'éducation populaire ces dernières années, notamment quand on parle du SNU. Les postes d'administratif.ves perdus lors du transfert OTE n'ont jamais été retrouvés. Nos effectifs continuent de s'effondrer quant à l'adéquation avec les missions. Il faut un recrutement massif de PTP et de personnels administratif.ves !

2. « l'obtention de postes fonctionnels » : la cupidité est donc réelle. Cette obtention concerne exclusivement les SDJES, on sent un certain mépris notamment vis-à-vis des responsables de service en DRAJES et une certaine hiérarchisation des missions tout à fait détestables.

3. « reconnaissance [..] de nos compétences [...] par les décideurs » : le syndrome de Stockholm est donc bien là. Comment est-il possible pour des responsables de service d'écrire de telles stupidités ? Nous sommes stupéfait.es de lire cela. Nous avons du mal à croire que les nombreuses et nombreux IJS avec qui nous travaillons au quotidien partagent cette opinion.

Comment ne pas voir l'évidence ? Nous continuerons à utiliser chaque occasion (CSA, GT...) pour décrire les nombreux reculs dans l'exercice de nos missions depuis le passage à l'EN et les moyens alloués (voiture de service, remboursement de frais, etc).

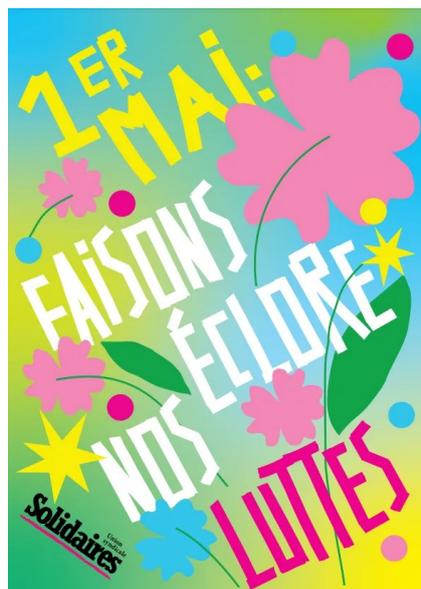
Leur tract a le même goût qu'un communiqué de presse du MEDEF et cela n'est pas anodin. En effet, nous attirons l'attention de l'ensemble des PTP et gestionnaires administratif.ves sur le groupe de travail du CSA du lundi 5 mai au sein duquel la DGRH veut remettre en cause de très nombreuses spécificités des corps JS.

Nous savons que certain.es petit.es chefs.fes œuvrent grandement pour obtenir la fin des spécificités de nos corps et de nos métiers ! L'administration autoritaire qu'est l'Education Nationale se sert de ces chef.fes pour asseoir son emprise sur les agents, les dominer, les soumettre. Nous prôtons, a contrario, l'émancipation.

Finalement, le communiqué du SEJS c'est juste un tract de petit.es patron.nes... qui remercient leurs grand.es patron.nes.

MARRE DES CHEF.FE.S ?

RENDEZ-VOUS DANS LA RUE LE 1er MAI



Des questions, remarques ou idées de génie ?

Contactez-nous : solidairesjs@net-c.com / 06 86 63 17 91